

# Le Chili, pays laboratoire

Par Jorge MAGASICH<sup>1</sup>

En 1970, les regards du monde se tournent vers Santiago où, pour la première fois, un gouvernement issu du suffrage universel va tenter de construire le socialisme en démocratie. En effet, la victoire de Salvador Allende, ne serait-elle pas, en quelque sorte, une répétition générale de l'Union de la Gauche qui se prépare en France ou du *Compromesso Storico* dont on parle en Italie ? Après trois ans de cette expérience inachevée, le Chili deviendra le premier laboratoire pour les néo-libéraux qui en ont fait un paradigme. Mêlés à l'organisation du Coup d'Etat, un groupe d'économistes formés à Chicago, acharnés à supprimer tout obstacle au libre jeu des lois du marché, va prendre les commandes des finances et commencer à mettre en pratique ses préceptes sur une société paralysée par la terreur. L'étude de sources récentes apporte un éclairage nouveau sur la genèse de ces expériences qui exercent encore une influence majeure dans l'histoire contemporaine.

## L'Unité populaire : une expérience inachevée

Le gouvernement de l'Unité Populaire, composé de socialistes, communistes, chrétiens de gauche et libre-penseurs, apparaît comme une nouvelle voie vers les transformations sociales. Ce modèle de transition au socialisme en démocratie séduit les socialistes qui y voient un modèle différent des révolutions du type soviétique, Les communistes nourrissent beaucoup d'espoirs dans leur quatrième parti en Occident –après l'italien, le français et le portugais– le seul, d'ailleurs, qui réussisse à participer à un gouvernement en pleine guerre froide. Quant aux chrétiens de gauche, ne voient-ils pas l'occasion de mettre en pratique "l'option pour les pauvres" décidée à Medellín en 1968 ? Enfin, les libre-penseurs, ne manifestent-ils pas une certaine fierté de voir un franc-maçon à la tête d'un pays catholique, en bonne entente avec l'Eglise ?

Elu avec 36,4% des suffrages et confirmé par 77,5% des parlementaires<sup>2</sup>, le gouvernement de S. Allende s'engage dans des transformations radicales. Partant du constat que l'industrie produit en deçà de sa capacité parce que seulement une minorité des Chiliens ont accès à la consommation, l'équipe économique, dirigé par Pedro Vuscovic, va tenter de stimuler la demande et de favoriser les investissements pour augmenter la production et permettre à toute la population d'accéder à une vie digne. De telles transformations exigent la réorganisation de l'économie en trois domaines : le privé, le mixte et l'économie social. Cette dernière, prépondérante, comprendrait le système financier et les grands monopoles permettant à l'Etat d'organiser le relance de l'économie. Le gouvernement d'Allende, minoritaire au parlement, doit imaginer une solution permettant de concilier ses plans de transformations et le respect de la légalité. Son conseiller juridique, Eduardo Novoa, découvre alors un ensemble de lois qui autorisent les nationalisations, dont certaines émanent d'une éphémère République Socialiste en 1932, parfois tombées dans l'oubli mais toujours d'application<sup>3</sup>.

En 1971, pratiquement tout le secteur bancaire et plus d'une centaine d'industries passent aux mains de l'Etat qui les fait tourner à toute leur capacité. Les salaires augmentent sensiblement alors que la reprise économique et les embauches dans le secteur social font presque disparaître le chômage. Dans les campagnes, les paysans exigent et obtiennent une application rapide de la loi de réforme agraire, à tel point qu'à la fin 1971 tous les grands domaines séculaires deviennent de coopératives. En même temps, une réforme constitutionnelle votée exceptionnellement à l'unanimité du

<sup>1</sup> Historien, professeur à l'IHECS, arrivé en Belgique comme exilé chilien.

<sup>2</sup> Selon la Constitution de 1925, en vigueur en 1970, dans le cas où aucun candidat n'atteignait plus de la moitié des suffrages, le Parlement (chambre et sénat) devait trancher entre les deux premiers candidats. C'est toujours le premier qui a été choisi.

<sup>3</sup> Eduardo NOVOA, *L'utilisation de la loi sous le gouvernement d'Allende*, in Actes du colloque Chili, pays laboratoire, Bruxelles, septembre 1998, Ed., Maison de l'Amérique latine, SEUL.

Parlement, permet à l'Etat d'exproprier les grandes mines de cuivre appartenant à des sociétés nord-américaines. Le gouvernement d'Allende déduit du capital des sociétés la fraude fiscale et les "bénéfices excessifs", ce qui lui permet de nationaliser la principale richesse du pays ne payant qu'une indemnité symbolique.

Ce bouillon social est un terreau fertile pour la création. Un climat exceptionnellement novateur va se prolonger jusqu'en 1973. En effet, la sensation excitante d'apprivoiser l'avenir incite les gens à se tourner vers la culture. Les Chiliens discutent beaucoup : de politique, bien sûr, mais également d'art, sous toutes ses formes. La production musicale, cinématographique et les lettres vivent un moment unique. Dès l'arrivée d'Allende au gouvernement, les 800 travailleurs de la maison d'édition *Zig-Zag*, la deuxième en Amérique du Sud, se mettent en grève pour obtenir le paiement des arriérés de salaires. Le gouvernement et l'entreprise parviennent à un accord d'achat. *Zig-Zag* devient alors *Quimantú*, "le soleil du savoir" en langue mapuche ; son cadre est porté à 1 500 travailleurs, organisés désormais en trois pauses. Elle publie à une cadence soutenue des classiques nationaux et étrangers absents des librairies depuis longtemps, tout comme de nouveaux talents. Les tirages atteignent fréquemment 50 000 à 100 000 exemplaires. Les livres, de format à maniement facile, sont vendus à des prix à peine supérieurs à un paquet de cigarettes, même dans les kiosques, où, parmi les quotidiens et revues, on peut trouver Shakespeare, Jack London et Neruda<sup>4</sup>. La diffusion de la presse écrite s'étend ; de nouveaux journaux et magazines, conservateurs dans la plupart des cas, voient le jour. Des films récents arrivent, les représentations théâtrales affichent souvent complet et les créations musicales des jeunes compositeurs deviendront un signe distinctif de l'époque. On n'a jamais tant lu, vu, écouté et créé.

Terre d'accueil et d'observation, Santiago devient lieu de rendez-vous des nombreux étrangers. Séduisante par les transformations sociales en gestation, la capitale chilienne attire ceux qui échappent aux dictatures, ou, simplement, ceux qui veulent participer à cette expérience unique. Dans les universités, dans certains quartiers et notamment au grand restaurant construit pour la troisième session de la CNUCED<sup>5</sup>, ouvert au public après l'événement à des prix plus que démocratiques, on entend résonner l'espagnol dans la gamme complète de ses accents ou coloré d'intonations brésiliennes, nord-américaines ou européennes.

Au Chili on vit mieux, à tel point qu'en avril 1971 l'Unité Populaire remporte les élections municipales avec un surprenant 50,2%, devenant ainsi la première formation politique proposant le socialisme qui atteigne la majorité absolue. Les déshérités connaissent un véritable printemps, inoubliable mais court. Vers la fin de l'année, des produits disparaissent des rayons des magasins. Au début pendant de courtes périodes, mais ensuite l'huile, le café, la farine et bien d'autres marchandises ne pourront être achetées qu'au marché noir. L'inflation se déchaîne, passant de 22% en 1971 à 163% en 1972 et à 193% entre janvier et août 1973<sup>6</sup>. Le marché noir émerge et les queues se multiplient. Inefficacité ou boycott ? Les années 1972 et 1973 seront des années de confrontation.

L'expérience économique de l'Unité populaire demeure difficile à analyser. L'ampleur des actions sur l'économie pour provoquer la perte du gouvernement ne permet pas d'observer l'application de son plan économique en conditions normales. Cependant, le gouvernement Allende a obtenu une indiscutable augmentation de la production en augmentant le pouvoir d'achat des plus démunis. Ce constat pourrait, sans doute, avoir valeur d'exemple au-delà du Chili et des années 1970.

<sup>4</sup> Marcos PORTNOY, *Unité Populaire, un projet strategico-culturel*, in Actes du colloque Chili, pays laboratoire, Bruxelles, septembre 1998, Ed., Maison de l'Amérique latine, SEUL.

<sup>5</sup> Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, (UNCTAD), dont la troisième session s'est ouverte à Santiago en avril 1972.

<sup>6</sup> Gonzalo MARTNER, *El gobierno del presidente Salvador Allende, 1970 - 1973*, Pedna, Santiago, 1988, p 488. Le Parti démocrate chrétien établit l'inflation à 27% en 1971, 163% en 1972 et à 245% entre janvier et août 1973.

## Le Coup d'Etat

Les mesures radicales prises par L'Unité populaire ont-elles provoqué le Coup d'Etat ? La réponse à cette question, souvent posée, est catégorique : la décision de renverser Allende a été prise à Washington, en septembre 1970, un mois avant son entrée en fonction comme président de la République. Ces faits sont bien connus depuis la publication, entre autres, du rapport du Sénat *Covert action in Chile*.

Ceux qui ont approché le président Richard Nixon les jours qui ont suivi l'élection d'Allende ont été témoins de son indignation. Après avoir consulté Agustín Edwards, l'une des principales fortunes du Chili, propriétaire de et du quotidien *El Mercurio* et important actionnaire de Pepsi-Cola, et de recevoir une offre d'une somme "pouvant aller jusqu'à sept chiffres", pour agir contre d'Allende de John McCone, directeur de *l'International Telephone and Telegraph* (ITT), Nixon ordonne à ses services d'empêcher à tout prix qu'Allende n'accède à la présidence, prononçant des phrases qui sont devenues célèbres : "faites hurler l'économie [chilienne]" pour écraser ce "*Son of a bitch*" (fils de pute).

La charge d'autoriser et de contrôler les opérations secrètes à l'étranger revient au *Comité 40*<sup>7</sup>, présidé par Henry Kissinger. Le Comité donne des instructions au chef de la CIA à Santiago, Henry Hecksher, d'organiser un Coup d'Etat. Des mesures sont prises pour asphyxier l'économie et des fonds importants sont débloqués pour financer les partis et la presse d'opposition, surtout la Démocratie chrétienne et le quotidien *El Mercurio*. Des officiers sont contactés et encouragés à s'emparer du pouvoir.

Ces plans se heurtent cependant au chef de l'armée, le général René Schneider, déterminé à faire respecter le résultat de l'élection. Le Comité 40 décide alors de fournir des armes non immatriculées au Chili à un groupe terroriste d'extrême droite, chargé de séquestrer le général Schneider et de provoquer ainsi l'intervention de l'armée. Elles sont introduites à Santiago par la valise diplomatique de l'ambassade des Etats-Unis le 21 octobre 1970 et livrées tout de suite aux comploteurs par l'attaché militaire Paul M. Wimert. Le lendemain le général est tué quand il tente de résister à l'enlèvement<sup>8</sup>. Le Chili doit déplorer la première victime du terroriste au xx<sup>e</sup> siècle sur son territoire.

L'assassinat du général Schneider paralyse les conspirateurs. Pendant trois ans, l'armée restera fidèle à l'orientation du commandant sacrifié. Son successeur, le général Carlos Prats, poursuit invariablement la politique de respect des institutions démocratiques. Jusqu'en août 1973, quand, isolé dans l'Etat Major par les officiers conspirateurs, il présente sa démission. Celui qui lui succède accepte enfin de se mettre à la tête du putsch et un an plus tard, devenu le maître du pays, va poursuivre le général Prats jusqu'à son exil à Buenos Aires, où un commando de la police secrète chilienne fera exploser la voiture qu'il conduisait en compagnie de sa femme. L'armée a été gagnée au Coup d'Etat au prix de la vie de deux de ses commandants et de la résistance d'un nombre significatif de ses officiers et des soldats –notamment des marins– qui ont tenté de s'opposer au putsch.

Sous quel angle l'opposition de droite attaque-t-elle l'Unité Populaire ? L'élément le plus étonnant peut-être est la mutation des courants conservateurs. Leur comportement habituel, centré sur la défense de l'ordre et l'attachement aux valeurs traditionnelles, cède le pas à un activisme effréné : en quelques mois, de respectables hommes d'Etat deviennent des organisateurs de grèves comme celle des camionneurs qui paralyse le pays et de boycotts ; ils réussissent à donner aux médias une ligne extrêmement agressive tout en organisant la paralysie de l'appareil productif et en encourageant des groupes terroristes qui s'attaquent aux voies ferrées, ponts et oléoducs. Les conservateurs

<sup>7</sup> Son nom provient du mémorandum qui l'a créé. En font partie : le conseiller spécial à la Maison Blanche (Henri Kissinger), le Procureur général (John Mitchell), le directeur de la CIA (Richard Helms), un représentant du Département d'Etat, un représentant du Département de la défense, le Directeur de l'Etat-Major et le Sous-secrétaire à la région en question.

<sup>8</sup> Patricio Henriquez et Pierre Kalfon, interview à Paul Wimert dans le reportage *Le dernier combat de S. Allende*, (1998).

préparent une insurrection. La question décisive sera l'adhésion de la Démocratie Chrétienne à la conspiration. Le Putsch a été organisé par des généraux se situant dans la mouvance de ce parti.

En août 1973, à la fin de la troisième année du gouvernement de l'Unité Populaire, la crise politique atteint son paroxysme. Si l'augmentation du pouvoir d'achat des plus démunis donne au gouvernement d'Allende un incontestable soutien populaire, les classes moyennes, inquiètes par la crise économique, basculent vers l'opposition de droite.

Devant les rumeurs grandissantes de coup d'Etat, qui risque de déboucher sur une guerre civile, Allende prend la décision d'organiser un référendum : si son gouvernement sort perdant, il est disposé à présenter sa démission. Avant de rendre publique sa décision, il en fait part aux présidents des partis de l'Unité Populaire, au cardinal de Santiago et à certains généraux. La consultation populaire doit être annoncée le mardi 11 septembre, dans un discours qu'Allende devait prononcer à l'Université technique.

Le résultat est prévisible. Lors des élections parlementaires de mars 1973, l'Unité Populaire avait obtenu 44%. Même si ces derniers résultats sont meilleurs que ceux de la plupart des gouvernements précédents à la troisième année de leur mandat, elle n'a guère de chances de gagner le référendum.

Là intervient une décision étonnante. Les généraux conspirateurs, qui avaient fixé la date du coup d'Etat au vendredi 14 septembre, décident de l'avancer au mardi 11 septembre et d'empêcher ainsi l'annonce de la consultation.

Ce jour-là, avec une violence inouïe, ils lancent chars et avions contre les quartiers populaires et le palais du gouvernement et exigent la démission du Président. Sur les ondes de radio *Magallanes*, la seule qui ait réussi à échapper aux bombardements, Allende prononce son émouvant discours d'adieu :

" ... je n'ai qu'une chose à dire aux travailleurs : je ne démissionnerai pas. Dans cette croisée des chemins où me place l'Histoire, je payerai de ma vie la loyauté du peuple... En ce moment définitif, le dernier où je peux m'adresser à vous, je veux que vous en tiriez la leçon : le capital étranger, l'impérialisme, unis à la réaction chilienne ont créé le climat pour que les Forces armées rompent leur tradition, tracée par le général Schneider et réaffirmée par le commandant Araya<sup>9</sup> victimes du secteur social qui aujourd'hui espère reconquérir le pouvoir pour continuer à défendre ses prébendes et privilèges. Travailleurs de ma patrie... d'autres hommes surmonteront ce moment gris et amer où la trahison tente de s'imposer. Sachez que, beaucoup plutôt que tard, vous ouvrirez de nouveau les grandes avenues par où passe l'homme libre pour construire une société meilleure... ".

L'aviation se déchaîne alors contre le siège du pouvoir exécutif où se trouvent, entre autres, le Président et plusieurs ministres. Peu après 14 heures, au moment même où le Président aurait dû annoncer le référendum, un détachement des pompiers retire son corps des ruines calcinées du palais de *La Moneda*. La plus vieille démocratie de l'Amérique-latine disparaît avec lui.

Pourquoi renverser Allende, avec une telle brutalité, alors qu'il était prêt à partir ? L'histoire de la conspiration jette une certaine lumière sur la question.

## L'émergence des économistes de Chicago

La faculté d'Economie de l'Université catholique de Santiago est dirigée, depuis les années 1950, par une équipe de professeurs diplômés à Chicago, acharnés à supprimer tout obstacle au jeu de l'offre et de la demande. C'est à eux qu'à l'approche de l'élection présidentielle de 1970, l'association des patrons de l'industrie a demandé de préparer le plan économique du candidat conservateur. Mais ce plan ne sera adopté que partiellement : l'impopularité des propositions fait hésiter des hommes politiques de droite. Cependant, deux ans après la victoire d'Allende, le même groupe d'économistes

<sup>9</sup> Officier de la marine, aide de camp du président, assassiné par un commando d'extrême droite deux mois avant le Coup d'Etat.

reprend discrètement ses activités, et avance des propositions encore plus radicales, qui sont destinées, cette fois, aux militaires conspirateurs. Le lendemain du putsch, le plan appelé "Programme de développement économique"<sup>10</sup> se trouve sur le bureau de chacun des ministres de la dictature. Les auteurs du "Programme", maintenant au commandement des finances, font appel à Milton Friedman, chef de file de l'école de Chicago, qui arrive en 1975 à Santiago pour suivre la première concrétisation du néo-libéralisme.

Celle-ci exige la liquidation des acquis sociaux et un retour aux conditions de travail proches de celles du XIX<sup>e</sup> siècle. Les budgets de tous les ministères (sauf un) sont réduits ; un fonctionnaire sur cinq est licencié. Les prix sont libérés ; une grande partie de l'industrie naissante disparaît devant la concurrence étrangère. Les entreprises de l'Etat sont privatisées à des prix plus que modestes. Les cotisations patronales disparaissent, tout comme l'impôt sur les bénéfices. L'Etat abandonne l'enseignement, la santé et les pensions qui deviennent des marchandises. Aucun syndicat, ni convention collective, ne peut altérer le jeu sacro-saint de l'offre et de la demande.

La tenue du référendum, même s'il avait entériné la démission d'Allende, aurait permis la survie du parlement, des partis politiques, des syndicats, de la liberté de presse et, probablement, le maintien d'une partie significative des acquis sociaux. Or, le déroulement des faits indique que les organisateurs du coup d'Etat avaient des objectifs dépassant de loin la chute du gouvernement : ils préparaient la mise en place d'un capitalisme sans bornes qui exigeait l'anéantissement des institutions démocratiques.

En fin de compte, la dictature qui a gouverné le Chili de 1973 à 1990, s'est appuyée sur une alliance entre militaires terroristes et économistes néo-libéraux : le terrorisme d'Etat a été un moyen, l'imposition des mesures ultra-libérales le but. Elles ont permis à 20% de la population de s'approprier 54% des richesses.

## La torture et les disparitions : une politique d'Etat

La dictature chilienne et sa police secrète, la DINA<sup>11</sup>, n'a inventé ni les camps de concentration, ni les exécutions sommaires, ni la torture ; elle n'a pas été davantage la première à éliminer des prisonniers prétextant une tentative de fuite ou évoquant un pseudo-affrontement ; elle s'est contentée d'imiter d'autres quand elle a créé un réseau de prisons clandestines, clandestines même dans le cadre de sa propre légalité ; elle a certainement atteint les sommets de la cruauté lorsqu'elle a dressé des chiens à voiler les prisonnières ; mais il est un domaine qu'elle pourrait breveter : celui de la disparition forcée de personnes.

Dès 1973, certains prisonniers demeurent introuvables. Devant les premières "disparitions" les organisations de défense des droits humains présument d'abord qu'il s'agit d'une tentative de dissimulation des corps, mutilés par la torture. Or, elles doivent se rendre à l'évidence : il s'agit d'un plan d'extermination mûrement réfléchi.

Le 22 et le 27 juillet 1975, le quotidien à sensation *La Segunda*, –propriété de *El Mercurio*– publie deux listes totalisant 119 personnes, la plupart des militants du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), "tués à l'étranger par leurs camarades à la suite de graves dissensions internes".

<sup>10</sup> Il a été publié comme *El ladrillo. Bases de la política económica del gobierno militar chileno*, CEP, Santiago, 1992, sous la direction de Sergio de Castro, un des inspirateurs de la politique économique de la dictature. Ce livre, présenté comme la publication du document original, a été cependant arrangé selon une procédure inacceptable : la comparaison du texte avec les 3 reproductions du document original qu'il contient révèle que son contenu a été sérieusement retouché sans que le lecteur en soit prévenu.

<sup>11</sup> *DINA, Dirección de Inteligencia Nacional*, police secrète fonctionnant officieusement depuis novembre 1973 et institutionnalisée par le décret-loi 521 du 14 juin 1974. Elle dépend directement de la Junte Militaire. Des lois secrètes (!) lui confèrent des recours considérables sans aucune obligation de rendre compte. Elle va gérer les prisons secrètes et les centres de torture où sera décidé, selon le cas, si un prisonnier peut retrouver une existence légale où, au contraire, s'il doit disparaître.

*La Segunda* cite ses sources : la revue argentine *Lea* et le périodique brésilien *O'Dia*. Ni la grève de la faim des détenus du camp *Melinka*, qui clament les avoir vus dans des prisons légales ou illégales, ni les déclarations du comité *Pro Paz*, constitué par les Eglises, affirmant qu'il s'agit de prisonniers politiques, ne peuvent empêcher ce montage macabre. Le comité *Pro Paz*, constate que les 119 cas font partie d'une liste de 163 noms de personnes disparues remis à la Cour d'appel de Santiago pour des recours d'Habeas corpus –rejetés en bloc– et que certains noms parus dans *La Segunda* comportent les mêmes fautes d'orthographe que ceux remis aux tribunaux<sup>12</sup>.

La revue *Lea*, n'a paru qu'une seule fois et son adresse (Brandsen 4845, à Buenos Aires) comme le nom de son directeur (J. Carlos Rivira) sont fausses ; elle avait été imprimé au Ministère du Bien-Etre social alors dirigé par López Rega, un sinistre personnage, fondateur de la triple A (Alliance Anticommuniste Argentine). *O'Dia*, avait cessé de paraître depuis plusieurs années dans la ville brésilienne de Curitiba ; un seul numéro est paru avec la liste des disparus. Rétrospectivement, nous savons que ce montage, organisé par la DINA sous le nom de code "Opération Colombo", est peut-être la première action du réseau terroriste "Condor", destiné à éliminer des opposants politiques. Organisé à l'initiative de la dictature chilienne il coordonne les polices secrètes argentine, bolivienne, brésilienne, chilienne, paraguayenne et uruguayenne.

Dans un contexte où la répression frappe des opposants de toute condition, dirigeants ou simples activistes de base, pour décourager par la terreur toute tentative d'opposition, la décision de faire disparaître un prisonnier, est prise selon des critères décidés au plus haut niveau<sup>13</sup>. La dictature chilienne a mis en pratique une politique d'extermination physique des jeunes opposants au profil prometteur, probables futurs cadres de la gauche. Elle a été conçue, organisée et mise en pratique en utilisant massivement les moyens de l'Etat, avec la complicité de la justice et de la presse conservatrice<sup>14</sup>.

La liste des disparus ne cessera de grossir ; à la fin de la dictature ils seront environ 2 000. Bientôt la dictature argentine, celle du Guatemala et d'autres en feront autant, à un tel point que l'écrivain colombien Gabriel Garcia Márquez, recevant le prix Nobel en 1982, avance le chiffre de 90 000 personnes disparues en Amérique latine. Jusqu'aujourd'hui, dans plusieurs pays, des familles tentent infructueusement de retrouver leurs proches.

## Le laboratoire néolibéral

Le Coup d'état est suivi d'une chasse aux sorcières dans les universités : les professeurs de gauche, du centre et libre-penseurs sont limogés ; le groupe intégriste *Opus Dei* prend une position dominante dans plusieurs universités. L'ancienne *Universidad de Chile* a été démembrée en plusieurs petits établissements ; seule l'Université Catholique a conservé sa structure. L'enseignement public, primaire et secondaire, dépend désormais des municipalités qui décident des ressources à allouer aux écoles et de la rémunération des enseignants. Sa qualité, notamment dans les municipalités pauvres, s'est effondrée ; les familles qui peuvent payer une mensualité moyenne de 125\$, envoient leurs enfants dans des écoles privées. Le budget des universités étant fortement restreint, les établissements d'enseignement supérieur deviennent également payants. Dans ces conditions se créent une multitude de nouvelles universités privées, –le Chili compte aujourd'hui environ 60 universités– à but lucratif et d'une qualité toute relative. Les mensualités se situent autour de 250\$.

<sup>12</sup> Jac FORTON, *L'impunité au Chili 1973-1993*, Cetim, Genève, 1993.

<sup>13</sup> Pour des informations et une analyse de la politique de disparition au Chili voir l'ouvrage de l'ex président de la sections chilienne d'Amnistie internationale : PADILLA Elias, *La memoria y el olvido - Detenidos desaparecidos en Chile*, Origines, Santiago 1995.

<sup>14</sup> Diego GARCÍA MONGE rappelle dans *La prensa en dictadura*, revue Mensaje, mai 1999, que, en plus des articles parus dans le quotidien *La Segunda*, le quotidien *Las Ultimas Noticias* du 18 juillet 1975, parle d'une "purge interne entre miristes" (membres du MIR) et l'éditorial de *El Mercurio* du 25 juillet 1975 s'intitule "Guerre entre miristes".

Les critères d'évaluation semblent avoir connu des modifications surprenantes dans ce laboratoire néo-libéral. Dans une échelle de notes allant de "1" à "7", traditionnellement un "5" était honorable, un "6" très bon et un "7" excellent. Nous avons constaté que, dans les années 1990, les résultats sont extrêmement élevés dans des nombreuses écoles secondaires : on y trouve fréquemment des classes dont la moyenne de notes se situe autour de 6,5. A moins que le Chili ne connaisse l'émergence d'une génération de génies, l'explication se trouve ailleurs. Malgré la prolifération d'universités privées, les diplômés des vieilles universités sont toujours les plus appréciés. Celles-ci sélectionnent ses étudiants d'après un pointage établi en fonction d'une épreuve<sup>15</sup> et de la moyenne des notes obtenues lors des quatre années du secondaire<sup>16</sup>. Les écoles secondaires payantes, sachant que les notes sont un élément important pour accéder aux bonnes universités, peuvent-elles se permettre une évaluation consciencieuse qui risque de faire partir l'étudiant-client vers un établissement concurrent plus généreux ? Le système d'évaluation a dû, lui aussi, s'adapter à la société du marché.

Avant le Coup d'Etat, la plupart des salariés étaient affiliés à des caisses d'assurance-santé et de retraite, alimentées par un pourcentage du salaire et par des apports patronaux. La dictature a supprimé ces derniers et a organisé deux types d'assurance-santé : les petits salaires ne peuvent que s'affilier au *Fondo nacional de salud* (FONASA), une assurance-santé à services réduits, financée par 7% du salaire et par des subsides de l'Etat. Ceux qui bénéficient d'un meilleur revenu sont obligés de souscrire un contrat avec une compagnie d'assurances privée (ISAPRE) qui, contre les 7% du salaire, proposent un "plan" de santé : les maladies, le nombre de jours d'hospitalisation et le pourcentage remboursé par l'assurance varient selon l'importance des 7%. Après vingt ans, ce système d'assurances privées a largement échoué s'il est jugé du point de vue des patients-clients. On entend souvent à Santiago des gens endettés à vie, se plaindre du faible taux de remboursement des soins médicaux ou blâmer le destin de leur avoir envoyé une maladie non comprise dans le "plan".

Le système de retraites constitue le pilier du modèle. Lors de son instauration en 1980, il devient la règle pour les jeunes (en général moins de 40 ans) qui sont obligés à verser 13% de leurs revenus à une *Administradora de fondos de pension* (AFP), caisses privées, sur lesquelles l'Etat a, en théorie, un droit de regard. Les travailleurs plus âgés continuent à cotiser à une nouvelle caisse, résultat de la fusion forcée des anciennes caisses de retraite, où des subsides de l'Etat comblent la diminution naturelle du nombre d'affiliés actifs. Les organisations des propriétaires des capitaux gérés par les AFP (syndicats et organisations des travailleurs indépendants), malgré les promesses électorales de Aylwin et Frei, ne peuvent participer à la gestion des fonds. Des 5 984 508 affiliés aux AFP, 3 374 958 (57%), en général des petits indépendants, ne cotisent que rarement. Or, le système exige que l'on ait versé un minimum de 240 cotisations pour obtenir une pension minimale de 68 000 pesos (125\$). Selon les données actuelles, qui risquent de s'empirer avec la crise économique, 57% des travailleurs ne peuvent espérer qu'une pension d'assistance de 33 000 pesos (60\$).<sup>17</sup>

Comme, au départ, seuls les jeunes encore loin de la pension pouvaient accéder aux AFP, ces caisses ont d'énormes revenus et pratiquement pas de dépenses. Le coût de gestion des AFP est cependant exorbitant : des 13% cotisés mensuellement, 10% alimentant le fonds et 2% sont prélevés comme commission. Depuis la création de ce système les caisses ont fait des bénéfices de 5\$ milliards, un des plus haut au monde concernant les caisses de pension publiques ou privées. Vers l'année 2005, lorsqu'un grand contingent d'affiliés atteindra l'âge de la retraite. Les AFP devront alors commencer à verser des pensions. Quel sera le montant réel perçu par les pensionnés ? Pourront-elles le payer ? Les assurances suffiront-elles en cas de faillite ? On entend souvent ces questions à Santiago.

Entre 1973 et 1983 la dette externe passe de 3,5 à 18 milliards de dollars (elle est aujourd'hui de 35\$ milliards). Avec des devises empruntées, les économistes de Chicago fixent un taux de change

<sup>15</sup> Composé de la *Prueba de aptitud académica*, un questionnaire au choix multiple portant sur les mathématiques et la langue maternelle, et d'une deuxième épreuve de "connaissances spécifiques" selon l'orientation choisie.

<sup>16</sup> Depuis l'année 1966 l'enseignement primaire (*básico*) est de 8 années et le secondaire de 4.

<sup>17</sup> " Hirsch Tomàs, Las AFP son un fraude, revue Punto Final, Santiago, 26/11/99.

artificiellement bas qui crée, dans la classe moyenne, une sensation de bien-être. Alors que l'industrie s'effondre, les importateurs empruntent des milliards en devises pour emplir les rayons des merveilles de l'électronique. Jusqu'à un jour de 1982, où, bien que Pinochet ait assuré avec éloquence devant les caméras que le cours du dollar resterait invariable, le ministre de finances, désolé, annonce quelques jours plus tard "pour le bien du Chili", une forte dévaluation. D'autres la suivront. Les très nombreux hommes d'affaires endettés en devises deviennent insolubles et les trois principales banques privées se déclarent en cessation de paiement. En quelques semaines l'économie s'écroule : les faillites et les saisies des biens se multiplient alors que les chômeurs, sans aucune protection sociale, dépassent le quart de la population active.

A ce moment intervient un paradoxe : les économistes formés à Chicago, fondamentalement anti-étatistes, reconnaissent implicitement la banqueroute du système et demandent à l'Etat une bouée de sauvetage. La dictature organise alors la plus grande intervention de l'Etat dans le terrain économique : la Banque centrale prend en charge le passif des banques privées en faillite. L'énorme dette privée est transférée au secteur public, alourdissant la dette externe de plusieurs milliards.

La société civile qui avait été paralysée par la terreur pendant dix ans surmonte alors sa peur et manifeste son mécontentement. L'agitation gagne la rue où, malgré l'état de siège et l'omniprésence de l'armée, d'impressionnantes "journées de protestations" exigent le départ du dictateur. La protestation prend une telle ampleur que la dictature ne peut plus contrôler toute l'activité sociale. Les partis et la presse d'opposition réapparaissent. Pinochet doit faire une concession de taille : il annonce des élections pour 1989 qui seront avancées ensuite à 1988. C'est année la, malgré les pressions et les tentatives de fraude, sous le yeux de plusieurs centaines d'observateurs, le "Oui" à Pinochet n'obtient que 43% contre 56% de "Non".

Les deux présidents des années 1990 viennent de l'aile droite du parti démocrate chrétien. En 1989 Patricio Aylwin, candidat des démocrates-chrétiens, socialistes et radicaux, soutenu par le parti communiste, est élu président de la République. Si Aylwin a été l'un des organisateurs du Coup d'Etat de 1973, il est passé dans les années 1980 à l'opposition active à la dictature. Son successeur, en 1994, est Eduardo Frei, fils d'un ancien président, homme d'affaires ayant versé d'importantes sommes d'argent à un fonds de "reconstruction nationale" des militaires, il n'a guère participé aux activités d'opposition à la dictature.

Les dernières années de la dictature, d'importants flux de capitaux ont permis de relancer l'économie. Ils proviennent des investissements dans de nouvelles mines de cuivre où du blanchiment d'argent (les banques chiliennes ne sont pas obligées d'interroger leurs clients étrangers sur l'origine des capitaux), mais aussi de la des nouvelles exportations agricoles, résultant de la réforme agraire. De 1986 à 1998, la croissance annuelle du PNB se situe autour de 5%. Depuis un an, la récession se manifeste à travers une importante augmentation du chômage. Le Chili n'est plus un pays caractérisé par une grande classe moyenne comme il l'a été jadis ; juste avant le Brésil, il est devenu le pays latino-américain où la richesse est socialement la plus mal distribuée. Cependant, c'est sur base de ce taux de croissance que, l'économie chilienne est souvent érigée en modèle.

## Les institutions pinochettistes

Cet ordre économique, véritable paradis du capital, est puissamment protégé par des institutions taillées sur mesure.

En 1980, après un "référendum" qualifié de frauduleux par tous les courants politiques hormis l'extrême droite, la dictature impose la Constitution actuellement en vigueur. Complétée ensuite par des "lois organiques constitutionnelles", elle établit des règles profondément opposées à la démocratie. Le droit de vote est refusé aux quelque 400 000 chiliens en âge de voter vivant à l'étranger, dont la plupart ont dû s'exiler et qui représentent de 3% à 4% du corps électoral.

Le système électoral, dit "binominal", a été conçu de manière à assurer une surreprésentation des partis de droite et garantir du même coup la pérennité des institutions léguées par la dictature. Le mécanisme est simple : le pays est divisé en 60 districts qui élisent chacun 2 députés ainsi qu'en 19 circonscriptions sénatoriales qui choisissent chacune 2 sénateurs ; le premier mandat est remporté par la liste arrivée en tête et le second pour la deuxième ; une liste ne peut obtenir les deux mandats que si elle dépasse les deux tiers. Aux dernières élections parlementaires de 1997, la première place est remportée très souvent par le candidat de la coalition démocrates-chrétiens - socialistes avec majorité absolue, la deuxième par la droite qui n'obtient en général qu'un tiers des suffrages, la troisième place revient d'ordinaire aux communistes ou à d'autres listes alternatives qui, en dépit de leurs 10%, n'ont pas de représentation parlementaire. Ainsi, la droite avec un tiers de l'électorat obtient presque la moitié des parlementaires. Aux 38 sénateurs élus, la Constitution ajoute au moins 8 sénateurs "institutionnels", désignés selon des critères qui favorisent des personnalités conservatrices<sup>18</sup>. Comme toute nouvelle loi doit être votée par la majorité de la Chambre et du Sénat, la droite, majoritaire au Sénat, est en mesure de bloquer toute initiative voulant modifier l'ordre pinochetiste. Et elle ne s'en prive pas. Toutes les tentatives d'abroger ou même de limiter les lois garantissant l'impunité et l'énorme pouvoir de l'armée ont été rejetées. Les réformes de la Constitution et du système électoral –qui requièrent une majorité de deux tiers– sont impensables, même si elles sont souhaitées par une large majorité.

Ce système électoral, conçu sciemment pour détourner le suffrage universel, met à nu la réalité chilienne. La minorité de droite qui a imposé, par le terrorisme, un système économique et institutionnel, dispose maintenant d'un système électoral qui empêche à la majorité de le modifier sans son consentement. Dans ce cas, peut-on parler de démocratie ?

La Constitution prévoit en outre un "Conseil de sécurité nationale" où les généraux sont majoritaires et qui, dans certains cas, peut rejeter des décisions prises par le Président de la République.

L'armée, très attaché au Coup d'Etat de 1973 et à la personne du dictateur, constitue un Etat dans l'Etat. Indépendamment du budget de la Nation, la loi lui octroie 10% des ventes de cuivre ce qui représente une somme colossale. Elle se comporte souvent comme un véritable parti politique. Les généraux organisent la protection des leurs "frères d'armes", responsables de tortures et assassinats, dont beaucoup sont toujours en service et bénéficient régulièrement de promotions.

En 1995 la Cour des Comptes prend connaissance des indices permettant de traduire en justice le fils de Pinochet pour un délit économique portant sur 3 millions de dollars. Les militaires sortent dans la rue en tenue de combat. Le Président Frei, s'empresse alors d'ordonner l'arrêt immédiat de toute action en justice contre Pinochet fils.

La justice, à part quelques juges courageux<sup>19</sup>, a toujours fait preuve de soumission aux autorités militaires. La plupart des magistrats en fonction ont été promus sous la dictature. Ce n'est qu'après de fortes pressions exercées par le gouvernement des Etats-Unis, que deux officiers organisateurs de l'assassinat par bombe à Washington d'Orlando Letelier, un ancien ministre d'Allende, ont été condamnés, à 6 et 7 ans de prison en 1995. Les mois qui suivirent, la justice a classé sans suite des

<sup>18</sup> Quatre généraux à la retraite, trois anciens membres de la Cour suprême, deux personnes désignées par le Président et tous les anciens présidents qui ont gouverné plus de 6 ans consécutifs (ce qui exclut Aylwin qui n'a gouverné que 4 ans et inclut Pinochet qui s'est proclamé président pendant 17 ans. Frei, après son mandat présidentiel, peut devenir également sénateur à vie).

<sup>19</sup> Le juge Carlos Cerda ordonne, en 1986, l'arrestation de 30 militaires ; la huitième salle de la Cour d'appel de Santiago décide la fermeture du cas et la Cour Suprême le suspend, pendant deux mois et sans salaire, par "faute grave". Le juge José Cánovas accuse, en 1986, les chefs de l'unité de renseignements de la police (DICONCAR) de l'assassinat de trois personnes. La troisième salle de la Cour d'Appel a cependant décidé de libérer les policiers. Le juge René Garcia Villegas, accepte entre 1985 et 1989 plusieurs cas de torture et tente d'établir la notion que la torture ne peut être acceptée comme un acte de service du personnel militaire. Il sera sanctionné par la Cour Suprême à plusieurs reprises jusqu'à sa démission en 1990. Cette année il publie le livre *Soy Testigo*, où il dénonce le fonctionnement de la justice. (Cet ouvrage a été partiellement traduit en français, comme mémoire de licence, par une étudiante de l'ISTI).

centaines des procès concernant les disparitions forcées, appliquant de la manière la plus favorable aux bourreaux la loi d'amnistie imposée par Pinochet.

## Le prolongement de la dictature dans une "transition" ambiguë

La droite chilienne, issue des grands propriétaires terriens et liée au catholicisme intégriste proche du franquisme, n'a jamais vécu confortablement en démocratie. Pour les auteurs du plan néolibéral, les problèmes économiques du Chili commencent les années 1930 lorsque le mouvement ouvrier a obtenu les premières mesures de protection social des travailleurs. L'historien Gonzalo Vial, ministre de l'éducation de Pinochet, va loin ; pour lui la crise des système politique a l'origine du renversement de S. Allende, a commencé à la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, quand le monopole politique conservateur a été brisé par l'émergence du Parti libéral.

Depuis l'avènement du suffrage universel en 1920, seulement à deux occasions un candidat conservateur a remporté les élections présidentielles<sup>20</sup>, malgré l'achat de suffrages à grand échelle qu'ils ont pratiqué jusqu'aux années 1950. Déçus du suffrage universel, les milieux conservateurs vont prendre des couleurs "nationalistes" et prôner une solutions de force. Devenus maîtres absolus du pays en 1973, il vont le façonner à leur guise.

Dix-sept ans plus tard, au départ de Pinochet en 1990, les partis politiques conservateurs qui ont gouverné avec lui<sup>21</sup> savent que l'alchimie du néo-libéralisme et des institutions autoritaires qu'ils ont imposé, survivrait difficilement en démocratie. Ils n'ont plus besoin d'introduire des nouvelles lois, mais d'éviter que celles de la dictature soient modifiées ou remplacées par d'autres. Ceci n'est possible que grâce ou système électoral qui les met dans une position majoritaire au parlement tout en étant minoritaires dans la société.

Dix ans après le départ de la dictature, force est de constater que l'instauration d'un régime démocratique est toujours un projet. Les gouvernements élus de "transition à la démocratie", éblouis par la croissance économique et fustigés par l'agressivité de la droite, ont pris la décision de gouverner par consensus avec le pinochetisme reportant *sine die* les réformes démocratiques. Même si cela semble difficile à croire, les dirigeants démocrates-chrétiens et socialistes, ont adhéré au modèle économique, accepté la Constitution et la situation d'impunité des responsables des crimes. Ces compromis les ont conduit à banaliser le dictateur, la dictature et sa prolongation politique, présentant Pinochet comme l'homme politique qui a "facilité la transition"<sup>22</sup>. A l'heure actuelle la "transition" chilienne est devenue un concept flou, sans but ni calendrier, qui est de plus en plus utilisé pour justifier la survie des institutions autoritaires.

La situation des médias est un bon exemple. La dictature, on le sait, a interdit toute forme de presse indépendante et, faisant fi des lois du marché, a donné des subsides pour quelque 125\$ millions aux quotidiens *El Mercurio* et *La Tercera*. Cependant, au cours des dernières années du régime Pinochet, quatre hebdomadaires d'opposition (*Análisis*, *Apsi*, *Cause et Hoy*) ainsi que deux quotidiens (*La Época* et *Fortín Mapocho*), ont réussi à se frayer un chemin, grâce au courage de certains journalistes et à l'aide internationale. Après le départ de Pinochet, ces six publications qui, malgré leurs bon tirage, n'avaient guère les faveurs des annonceurs, ont demandé au gouvernement élu de les aider à épurer les dettes contractées sous la dictature. Elles n'ont reçu pour toute réponse qu'une leçon sur la loi de l'offre et de la demande. Les six titres ont aujourd'hui disparu. Pratiquement toute la presse actuelle est dans la mouvance de la droite pinochetiste. On peut comprendre que les références au gouvernement d'Allende et aux violation des droits de l'homme soient extrêmement rares.

<sup>20</sup> Arturo Alessandri en 1932 et son fils Jorge Alessandri en 1958. Ce dernier est arrivé premier avec 31,18%.

<sup>21</sup> Depuis 1990 se nomment Union Démocratique Indépendante (UDI) et Rénovation Nationale (RN).

<sup>22</sup> Ce point de vue est clairement défendu par Eugenio Tironi, conseiller en communication de Ricardo Lagos, dans son ouvrage *El régimen autoritario*, Santiago, Dolmen s/d.

Dans un contexte où la plupart de citoyens ne se sentent plus, comme autrefois, un acteurs de l'histoire, l'action politique est réduite aux négociations entre un groupe de notables composé de quelque centaines de personnes : 120 députés, 45 sénateurs, le président et les ministres, l'état-major de l'armée, la hiérarchie ecclésiastique et les détenteurs des grandes fortunes. La diminution de l'intérêt pour la chose publique, qui s'éloigne de plus en plus du citoyen, pourrait dans l'avenir ouvrir la porte à un démagogue populiste.

La justice est également soumise aux aléas de la "transition". En 1991, l'Association des familles des disparus demande au gouvernement d'organiser une "Commission vérité et justice" chargée d'enquêter sur les violations de droits de l'homme sous la dictature et préparer les jugements des responsables. Elle est devenue la "Commission vérité et réconciliation", qui à partir de témoignages a produit une liste de 3 200 morts et des disparus<sup>23</sup>, sans toutefois désigner les responsables. La réparation envers les victimes reste extrêmement réduite : certains vont retrouver leur emploi ; les parents des disparus ont obtenu une petite indemnité et leurs enfants une bourse d'études. Cependant, ni les centaines de milliers de personnes qui ont dû partir en exil, ni les dizaines de milliers de prisonniers et de torturés ne peuvent prétendre à quelque réparation que ce soit.

La "transition" des années 1990 refuse d'établir une différence entre bourreau et victime : des anciens prisonniers rencontrent souvent leur tortionnaires, sans pouvoir les attaquer en justice efficacement. L'impunité des responsables de tortures et de disparitions, pourtant bien connus<sup>24</sup>, est garantie par une loi d'amnistie et par les compétences très étendues des tribunaux militaires. En matière de droits humains, les démarches des autorités se réduisent à tenter de localiser les corps des disparus. Les appels répétés à une "réconciliation" et "pardon", sans procès, sont la manifestation de l'absence d'une volonté politique de traduire en justice les criminels<sup>25</sup>.

Les institutions chiliennes correspondent, au millimètre près, aux plans que le dictateur avait dessinés. En mars 1998, celui qui, à l'instar de Francisco Franco, s'était fait appeler "capitaine général", abandonnait le poste de chef de l'armée de terre pour devenir "commandant en chef émérite" et "sénateur à vie".

L'opinion, alors, s'est montrée indignée. Plusieurs sondages indiquent que l'entrée au Sénat de l'organisateur de crimes horribles qui sont désormais sur la place publique, heurte la conscience démocratique de la majorité des Chiliens. Un groupe de députés démocrates chrétiens a lancé une initiative parlementaire pour barrer l'accès au Sénat à Pinochet. Soutenue par la plupart des socialistes, elle avait des chances d'aboutir à la Chambre. Cependant, au nom du respect des institutions mises en place dans le cadre de la "transition", le gouvernement Frei a mis tout son poids dans la balance pour imposer la discipline de majorité aux députés sociaux-chrétiens. L'accusation a en fin de compte été rejetée. Au grand désarroi des défenseurs de droits humains – et après un imposant défilé militaire en l'honneur de Pinochet présidé par le Président Frei lui-même – le nouveau sénateur a juré de respecter la Constitution qu'il avait lui-même imposée en 1980.

## L'arrestation de Pinochet : un peuple retrouve son histoire

<sup>23</sup> Ce nombre est fonction des témoignages recueillis par la Commission. Le nombre réel de morts et de disparus est cependant plus important. En effet, beaucoup de morts et disparus n'ont plus de proches pouvant ou voulant témoigner et, dans le milieu modeste, l'information sur les travaux de la Commission n'a pas toujours arrivé à temps. Dans le rapport de la Commission figurent 1 198 disparus, cependant, après publication du rapport, l'Association de familles des disparus a pris connaissance de 500 nouveaux cas.

<sup>24</sup> Citons, entre autres, le colonel Miguel Krasnoff, dont leur nom figure dans 91 cas de torture ; Sergio Espinosa Davies, promu récemment quatrième dans la hiérarchie de l'armée, responsable de l'exécution de 4 militants socialistes en 1973 ou encore l'officier de l'armée Jaime Lepe, qui a participé à l'assassinat de Carmelo Soria, un diplomate de la CEPAL de nationalité espagnole.

<sup>25</sup> Ricardo Lagos, Président de la République depuis mars 2000, affirme que la récupération de la démocratie peut être le résultat "d'accords comprenant peu de justice et beaucoup de pardon" et que "le cas Pinochet a provoqué un pas en arrière dans la transition, parce qu'il a réactivé les divisions de la société". (El País, 25/2/99).

L'annonce à Santiago de l'arrestation de Pinochet à Londres, le 16 octobre 1998, viendra modifier profondément le cours de l'histoire chilienne.

Les partis pinochetistes, déchaînés, décrètent la grève au parlement et exigent des mesures radicales alors que l'armée brandit des menaces plus ou moins voilées. Le gouvernement chilien, fidèle aux institutions de la "transition", organise la plus grande opération de politique extérieure des années 1990 pour tenter d'obtenir le retour de Pinochet sans procès. Signe d'unité nationale, un ancien fonctionnaire de la dictature, Jaime Lagos, est chargé de coordonner les opérations<sup>26</sup>.

Pendant la première partie du procès, le ministre José Insulsa multiplie les actions diplomatiques demandant haut et fort l'arrêt du procès sur trois arguments : l'immunité diplomatique du "sénateur"<sup>27</sup>, l'immunité souveraine qui protège le chef d'état et la souveraineté de la justice chilienne. Lorsque la Cour de Londres décide de l'extrader en Espagne, le nouveau ministre Juan Valdés change de stratégie. Il obtient d'Aznar le blocage des actions de la justice espagnole et de Straw la tenue d'examen médicaux. En même temps, les médecins de Pinochet annoncent qu'il est accablé de maladies.

Jusqu'à ce moment le gouvernement chilien semblait vouloir obtenir le retour de Pinochet pour retourner à la situation avant arrestation. En février 2000, lorsque le ministre Valdés invitait à la Belgique à commuer la demande d'extradition pour une plainte au Chili, le président Frei obtenait le traitement d'extrême urgence pour une réforme constitutionnelle qui crée un statut spécial d'ancien chef de l'Etat qui inclut une immunité permanente et sans prévoir aucune procédure permettant de la lever<sup>28</sup>. Cette réforme octroie l'immunité non pas à une fonction mais à la personne de Pinochet et lui confirme une condition d'ancien président, au même titre que les présidents élus.

Avant qu'elle ne soit diffusée par les médias, la réforme a été votée par la chambre et le sénat à une très large majorité. Or, quelques semaines plus tard, quand les deux chambres réunies devaient confirmer ce vote, les regards de l'opinion chilienne et internationale étaient braqués sur elles. La proposition sortie de l'ombre, des parlementaires socialistes et démocrates chrétiens, ont changé leur vote. Même si elle a été finalement votée, le Président Lagos vient d'annoncer l'introduction d'une loi qui limite la portée de la nouvelle immunité, avant de promulguer le statut d'ancien président.

La pression de l'opinion publique a été déterminante. Un mois et demi après avoir échappé à la justice espagnole, le nombre d'actions en justice contre Pinochet au Chili est passé de 59 à 85. Les centaines de milliers de personnes qui ont assisté aux trois manifestations publiques lors des cérémonies d'investiture de Ricardo Lagos –à Santiago, Valparaíso et Concepción–, ont réclamé avec obstination le jugement de Pinochet.

Probablement, l'élément le plus important de ce cas est la rencontre d'un pays avec son histoire, longtemps occultée. Pratiquement tous les Chiliens nés avant ou après le Coup d'état de 1973, ont réfléchi, ne fût-ce qu'un instant, non seulement sur la signification du gouvernement de S. Allende et les atrocités commises par la dictature, mais aussi à la manière de faire justice. Elle marque le réveil de la mémoire sociale.

Ceci explique pourquoi le juge Juan Guzmán, chargé des plaintes contre Pinochet au Chili, a énoncé une nouvelle interprétation de la loi d'amnistie qui exclu de ses effets les cas de séquestration (les disparus dont le corps n'a pas été retrouvé). Malgré les privilèges des officiers de l'armée<sup>29</sup> il a ordonné d'arrêter six hauts gradés<sup>30</sup> et a demandé la levée de l'immunité du "sénateur à vie".

<sup>26</sup> Il a remplacé Carmen Herz, une haute fonctionnaire aux Affaires étrangères, veuve d'un journaliste assassiné sous la dictature, qui a présenté sa démission, se refusant à défendre Pinochet.

<sup>27</sup> Plusieurs sources indiquent que le passeport diplomatique de Pinochet a été envoyé à Londres après l'arrestation. Sa mission diplomatique reste inconnue.

<sup>28</sup> La réforme a été présentée par un sénateur désigné, deux sénateurs de droite et un sénateur socialiste (José Viera Gallo).

<sup>29</sup> Un juge ne peut interroger un officier que dans un lieu indiqué par l'armée et c'est également l'armée qui détermine son éventuel lieu d'arrestation.

<sup>30</sup> Les généraux Sergio Arellano et Carlos Forestier, les colonels Sergio Arredondo, Pedro Espinoza, Marcelo Moren, Patricio Diaz.

Néanmoins, cette décision du juge confirme l'impunité des bourreaux accusés uniquement de torture et assassinat, systématiquement amnistiés sans procès.

Le rétablissement de la démocratie au Chili, après 17 ans de dictature et 10 ans de transition ambiguë passe par la restauration de la justice, non seulement pour briser l'inacceptable impunité mais aussi pour établir la souveraineté du droit.

Quelque chose a changé inexorablement au Chili après les 502 jours d'arrestation du dictateur. Tous ceux qui ont vécu la dictature se souviennent que le général lorsqu'il était au sommet de son pouvoir présentait comme sienne une phrase qu'Atahualpa, l'empereur des Incas, prononça devant les conquistadores : "dans mon pays aucun oiseau ne vole et aucune feuille ne remue sans que je le veuille".

Pinochet est désormais désacralisé. Les victimes, soulagées pour la première fois après un quart de siècle de souffrances, on vu le tout-puissant arrêté, comparaître devant le juge et écouter les charges en silence, dissimulant son visage aux photographes comme un vulgaire délinquant. Le symbole de l'impunité est en voie d'être puni. Plus personne, même pas ses avocats, ne plaide son innocence. La phrase qu'il a usurpée à l'empereur des Incas n'est plus d'application. Désormais les oiseaux commencent à voler et les feuilles à remuer sans son consentement.

Avril 2000

### Epilogue (août 2003)

Lorsqu'en mars 2000 l'armée réserve un accueil triomphal au dictateur de retour au pays après avoir échappé à la justice espagnole, elle rappelle qu'elle est toujours un pouvoir autonome et que son sinistre passé fait partie du présent. L'auteur du coup d'Etat du 11 septembre 1973 est toujours son héros et son modèle.

Le nouveau Président Ricardo Lagos, qui venait d'être élu, s'est alors engagé devant le monde et devant son pays à garantir et à protéger la justice pour qu'elle puisse enfin juger Pinochet, les organisateurs des centres de torture et les responsables des disparitions. Il s'est également dit prêt à «achever la transition», c'est-à-dire, dans les faits, à terminer avec les institutions antidémocratiques imposées par la dictature, —comme le système électoral dit «binominal» qui avantage scandaleusement les partis pinochetistes— et à rétablir enfin la démocratie.

Ces mesures n'étaient pas exemptes de risques, réduits certes mais bien réels. L'armée et le pinochetisme, habitués à se comporter en maître absolu, auraient pu aller jusqu'à menacer le pouvoir civil. Mais le risque principal était de voir les autorités élues se plier une nouvelle fois devant eux. La majorité des Chiliens aurait alors toujours été l'otage de pouvoirs de fait, liés à l'extrême droite et placés au-dessus des lois.

Qu'en est-il deux ans et demi plus tard ? Hélas, les progrès, s'ils ne sont pas inexistantes, sont très minces.

De toute évidence le gouvernement de Lagos a tout fait pour éviter le jugement de celui qui s'était affublé des titres de «Capitaine général», «Commandant en chef émérite» et «Sénateur à vie». Le juge Guzmán, en charge du dossier Pinochet, s'est plaint des pressions exercées par le gouvernement sur la justice pour arrêter le procès. Elles ont atteint leur but. Sur base des analyses médicales taillées sur mesure, qui ont diagnostiqué une «démence de modérée à légère», les 299 actions en justice contre lui sont arrêtées. Comme en 2001, quand rentrant au Chili pour des motifs médicaux, il pousse la provocation jusqu'au bout en se levant de sa chaise roulante, aujourd'hui il multiplie les promenades publiques, les réunions avec le Haut commandement de l'armée et récemment il a prononcé un discours au club militaire. Une technique communicationnelle pour bien

montrer que ses maladies sont plus légales que réelles et surtout qu'au Chili il est au-dessus de la justice.

Mais tous les responsables des crimes ne pouvaient bénéficier des mêmes privilèges. Les accablantes révélations sur l'ampleur des crimes planifiés qui, 30 ans après les faits, sont finalement à l'Une des médias, rendent les faits incontestables. Plus personne ne les nie, même pas l'armée. Des juges à plein temps chargés des dossiers de disparitions appliquent souvent la notion juridique du «séquestre permanent» : quand il y a «disparition» le délit de séquestration se prolonge jusqu'à nos jours. Celle-ci permet de contourner la loi d'amnistie imposée par Pinochet, qui met hors de portée de la justice tous les responsables des violations des droits de l'homme entre 1973 et 1978. Le nombre d'arrêtés et de condamnés est significatif : actuellement il y a quelques 70 détenus dont certains hauts gradés y compris Miguel Krasnoff, un des pires bourreaux. L'armée ne peut plus menacer et se voit contrainte de modérer les hommages aux organisateurs de coup d'Etat de 1973. Même plus, elle a reconnu avoir lancé au moins 200 prisonniers à la mer...

Cependant, l'ouverture de la justice se limite au cas de disparition. L'impunité structurelle des responsables des exécutions (il s'agit des victimes dont le corps a été rendu), de la torture, des emprisonnements et de l'exil, est garantie par la loi d'auto-amnistie imposée par la dictature. Ce qui veut dire que pour toutes victimes (sauf pour les disparus) la justice déniée.

En contradiction ouverte avec des conventions signées par le Chili, la loi d'amnistie a été déclarée incompatible avec le droit par la Commission interaméricaines des droits humains de l'OEA et par le Comité des droits humains de l'ONU : un Etat ne peut pas amnistier les auteurs des crimes les plus graves lorsque les conventions internationales qu'il a souscrit l'obligent à juger.

La dérogation de la loi d'amnistie loi était inscrite depuis 1990 dans le programme de la coalition au gouvernement. Cependant, le président vient d'insister sur la nécessité «d'avancer dans le règne de la légalité, sans exceptions», ce qui constitue une reconnaissance de cette loi, pilier de l'impunité. Certes, des mécanismes d'aide à certaines victimes sont en place et le gouvernement vient d'annoncer leur élargissement à d'autres catégories.

Dans le Chili d'aujourd'hui une victime de la torture peut rencontrer son tortionnaire (ce qui arrive souvent) sans que celle-ci ne puisse rien tenter sur le plan juridique. Autrement dit, après douze ans de transition, la société n'a pas encore réussi à rétablir l'échelle, entre bourreau et victime.

Or, les quatre objectifs du mouvement des droits de l'homme, vérité, justice, réparation possible (ce qui a été fait est irréparable) et mémoire, se fraient un chemin. Le cas du bateau école *Esmeralda*, est symptomatique. Ce beau voilier à quatre mats où les étudiants officiers de marine font annuellement leur croisière d'instruction est cependant chargé d'un passé sinistre ; des centaines de personnes y ont été horriblement torturés en 1973, entre autres le prêtre Michael Woodward, martyrisé jusqu'à la mort. Cependant, quand en avril il prend la mer vers l'Europe, aucune autorité n'a critiqué la décision d'organiser une croisière d'instruction sur un lieu de tortures croyant peut-être à la lassitude de l'opinion. Au contraire, le départ du voilier a été l'occasion de discours dans lesquels il est appelé «ambassadeur du Chili». Ce sont les groupes d'activistes des droits de l'homme qui, dans plusieurs pays, ont réagi, écrivant, faisant connaître et manifestant. Avec résultat. Après des protestations aux parlements et l'annonce des manifestations, le commandant du voilier a décidé d'annuler les visites en Suède, en Hollande et en Angleterre, et d'éviter les ports espagnols craignant des actions en justice du juge Garzón. (La Belgique avait été écartée d'emblé à cause de la loi de compétence universelle alors en vigueur). Et au Chili, les exactions perpétrées sur le voilier *Esmeralda* sont devenues l'objet d'un débat public.

Pendant les années 1990 ce sont surtout les organisations des victimes et les activistes de droits humains qui ont réclamé –et parfois obtenu– justice et des progrès dans le rétablissement de la démocratie. La place d'honneur revient sans doute à l'Association des familles des détenus disparus. Composée essentiellement de femmes âgées mais irréductibles, l'Association est devenue une des grandes autorités morales du Chili, extrêmement respectée et écoutée. Répondant avec fermeté et

sérénité à chaque atterroissement des autorités, elles ont contribué à éviter l'oubli et la banalisation de la dictature.

Dans les années 1980 une formidable mobilisation sociale aboutit au départ de la dictature et à la tenue d'élections. Mais sa désactivation à la fin des années 1980 empêche le remplacement des institutions pinochettistes par des institutions démocratiques. Pendant les années 1990 ce sont les organisations des victimes et les activistes de droits de l'homme qui réclament justice mais l'obtiennent rarement. Leur grande victoire est l'arrestation de Pinochet à Londres et le réveil de la mémoire. Aujourd'hui l'immense majorité des chiliens savent qu'ils vivent dans un pays où d'énormes injustices n'ont pas été réparées. Les années 2000 apporteront-elles le réveil des organisations sociales ? Les demandes des droits sociaux vont-elles s'ajouter à celles de justice ? C'est possible. En tout cas, le programme du gouvernement d'Allende qui voulait résoudre les problèmes économiques en augmentant en même temps la production locale et le pouvoir d'achat des plus démunis, semble reprendre son actualité.



« Nouvelle félonie marxiste devant les tribunaux. Il n'y a pas des tels disparus ». (Titre d'un quotidien pinochetiste, probablement « La Segunda », en 1975).